

APPLICATION DE LA POLITIQUE CONCERNANT LES SOINS DE FIN DE VIE

Rapport du directeur général au Conseil d'administration de l'établissement et à la Commission sur les soins de fin de vie (Loi 2, Chapitre III, art. 8)

Exercice : 2016-2017

du : 10-déc-16

au : 09-juin-17

Nom de l'établissement : **CISSS de la Montérégie-Centre**

Activité	Information demandée	Site ou installation				Total
		Centre hospitalier	CHSLD	Domicile	Maison de soins palliatifs	
Soins palliatifs et de fin de vie	Nombre de personnes en soins palliatifs et de fin de vie en centre hospitalier de courte durée pour l'année financière 2016-2017. Informations complémentaires : données disponibles selon système d'accès des données et de codification : HHR: 1er avril au 15 octobre 2016. HCLM: 1er avril 2016 au 31 mars 2017 (Sources : HHR: Med echo. HCLM: Logibec)	886				N/A
	Nombre de personnes en soins palliatifs et de fin de vie en centre d'hébergement et de soins de longue durée pour l'année financière 2016-2017. Informations complémentaires : période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017 (Source: Gestred Formulaire 514)		13			N/A
	Nombre de personnes en soins palliatifs et de fin de vie à domicile pour l'année financière 2016-2017. Informations complémentaires : période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. (Source: TBIG, indicateur 1.09.05)			1235		N/A
	Nombre de personnes en soins palliatifs et de fin de vie en maison de soins palliatifs pour l'année financière 2016-2017. Informations complémentaires : période du 1er avril 2016 au 31 mars 2017. (Source: Gestred Formulaire 514)				241	N/A
Sédation palliative continue	Nombre de sédations palliatives continues administrées du 10 décembre 2016 au 9 juin 2017			16		16
Aide médicale à mourir	Nombre de demandes d'aide médicale à mourir formulées du 10 décembre 2016 au 9 juin 2017			28		28
	Nombre d'aides médicales à mourir administrées du 10 décembre 2016 au 9 juin 2017			21		21
	Nombre d'aides médicales à mourir non administrées Motifs pour la non-administration : Décès de la personne survenu avant l'administration planifiée; Demande non-admissible car elle ne répond par aux critères de la Loi; Changement de l'état de santé de la personne rendant l'administration non conforme aux critères d'admissibilité (particulièrement l'aptitude à consentir aux soins); Patient change d'avis après avoir formulé sa demande.			7		7